

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

03-2-200661225-20253120440EA_044_6Approb-DE

Accusé de réception Préfecture

Réception par le préfet 20/12/2023

Notification 20/12/2023

Pour la totalité des compétences par délégation

Extrait du registre des délibérations

Délibération n°411

SEANCE DU MARDI 12 DECEMBRE 2023

Date de la convocation : le 16 novembre 2023

<p>Nombre de délégués présents : 14/ 22</p> <p>nombre de pouvoirs : 2</p>	<p><i>Etaient présents</i></p> <p>- <u>Délégués titulaires</u> Gaétan AYMONIER, Claude BORCARD, Willy BOURGEOIS , Christian BUCHOT (pouvoir Michel GANNEVAL), Patricia CHANET-MOCELLIN, Hervé GUY, Stéphane LAMBERGER, Jean-Louis MAITRE, Christiane MAUGAIN, Brigitte MONNET, Jean Noël RASSAU, Frank STEYAERT (pouvoir Michel BLASER), Jérôme TOURNIER, Christian VUILLAUME,</p>
<p>Nombre de délégués suppléants avec voix délibérative : 0</p>	<p>- <u>Délégués suppléants avec voix délibérative</u></p>
<p>Délégués suppléants sans voix délibérative : 0</p>	<p>- <u>Délégués suppléants sans voix délibérative</u> Jacques CALLAND,</p>
<p>Nombre de délégués titulaires excusés : 8</p> <p>Nombre de délégués suppléants excusés : 18</p>	<p><i>Etaient absents ou excusés</i></p> <p>- <u>Délégués titulaires</u> Michel BLASER, Michel FISCHER, Michel GANNEVAL, Sandrine GAUTHIER PACOUD, Fabrice GRIMAUT, Pierre GROSSET, Philippe PROST, Monique PYON,</p>
<p><u>OBJET:</u></p> <p>Procès-verbal</p> <p>—</p> <p>Débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du SCOT</p>	<p>- <u>Délégués suppléants</u> Daniel BLANCHON, Marc BONGINI, Jérôme CORDELLIER, Christel DEPARIS-VINCENT, Jean Paul DUTHION, Josiane ECHEGARAY, Gisèle GHELMA, Jacques GUILLERMOZ, Bernard JOLY, Jean Yves LANNEAU, Corinne LINDA, Grégoire LONG, Christine LOUVAT, Denis MOREL, Arnaud RICHARD, Patrick TARTAVEZ, Michel TROSSAT, Philippe VINCENT</p> <p><i>Assistaient également :</i> Pierre-Emmanuel CREDOZ, Clémence JARTIER, Estelle MONTAVIT</p>
<p>Votants : 16</p>	<p>- <u>Secrétaire de séance</u> Jean Louis MAITRE</p>

PREFECTURE DU JURA
Reçu le

22 DEC. 2023

Loi du 2 mars 1982

I.Introduction : Claude BROCARD, Président du PETR et Stéphane LAMBERGER, élu délégué en charge du SCoT

C. BROCARD remercie l'assemblée et engage la réunion en rappelant que le débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique est une étape formelle de la procédure et qu'au-delà de l'étape, ce sera aussi l'occasion de vérifier la cohérence des orientations générales du projet avec les ambitions politiques fixées pour le Pays lédonien.

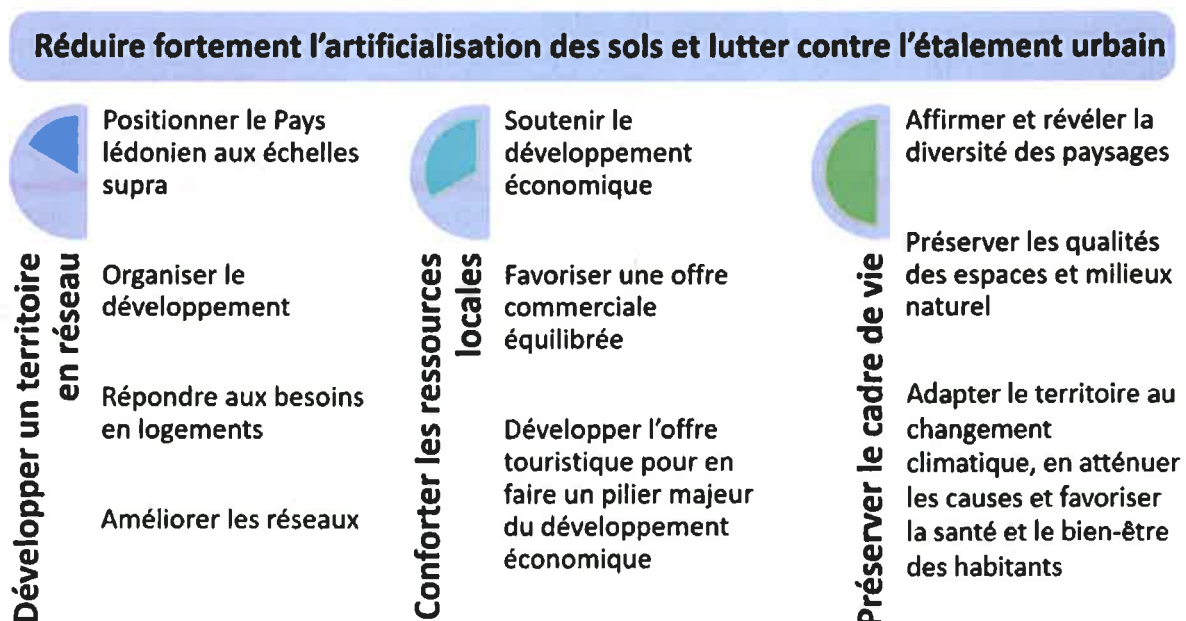
S. LAMBERGER précise que la révision du Projet d'Aménagement du SCOT a fait l'objet de nombreux temps d'animations et de réunions, notamment un séminaire participatif pour l'ensemble des élus du territoire, des réunions dans les EPCI ainsi que des COPIL. Ces réunions ont permis d'amender le PAS et de le compléter. Il explique que ce projet a également été présenté aux personnes publiques associées dont les remarques concernaient globalement des points de détails, et qui ont été pris en compte dans la dernière version du Projet d'Aménagement Stratégique présenté pour le débat.

II.Présentation des objectifs du Projet d'Aménagement Stratégique et débat

S. LAMBERGER présente les grandes ambitions du territoire :

- Réduire fortement l'artificialisation des sols et lutter contre l'étalement urbain
- Développer un territoire en réseau ;
- Conforter les ressources locales ;
- Préserver le cadre de vie.

Et explique que ce projet repose sur une feuille de route qu'il souhaite la plus lisible possible :



Le bureau d'études, mandaté pour accompagner le PETR dans la révision du SCOT, fait une présentation des principales orientations du projet. Il met en évidence les principaux changements entre les objectifs du PADD du SCOT approuvé en 2021 et les objectifs du Projet d'Aménagement Stratégique, et évoque les remarques que les Personnes Publiques Associées ont formulées sur le projet.

Après ce temps de présentation, le débat est lancé.

S. LAMBERGER lance le débat en précisant que 3 décrets sont sortis récemment pour accompagner la déclinaison de la loi Climat et Résilience. Le décret concernant la territorialisation concerne plus spécifiquement le SCOT, et intègre la prise en compte des spécificités locales dans les SRADDET. Le décret sur la définition de l'artificialisation apporte également des précisions et ajustements bienvenus pour préparer la considération de l'artificialisation à partir de 2031. Il explique que ces évolutions pourraient amener à des modifications à la marge du Projet d'Aménagement Stratégique.

C. BORCARD s'interroge sur l'évolution du PAS compte tenu des décrets accompagnant la déclinaison de la loi Climat et Résilience. Il est précisé que le projet qui est débattu peut être amené à évoluer avec le cadre réglementaire. Un débat d'orientations complémentaire peut être nécessaire mais cela dépendra de la remise en cause (ou non) de l'équilibre général du projet. Il souligne également l'importance de prendre en compte ces évolutions réglementaires notamment pour une mise à jour des atlas.

B. MONNET s'interroge sur le maintien de l'orientation pour le développement de la branche sud de la LGV qui ne semble plus d'actualité. Ce projet avait été intégré dans le PADD en vigueur suite à une demande de l'Etat. Si l'Etat n'a pas réitéré sa demande dans le cadre de la révision dans le Porter à connaissance, cet objectif pourra être retiré.

Christian BUCHOT s'inquiète de la LOI n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER. En effet, il estime que cette loi vient en opposition avec les objectifs du SCoT ou *a minima* peut les contrarier. En effet, il explique que les élus du SCoT ont travaillé à des objectifs relatifs au mix énergétique, à l'implantation des ENR et à leur quantification sur la base de données techniques. Or, la loi APER demande aux communes en liaison directe avec le Préfet de délimiter des espaces préférentielles pour des énergies renouvelables de manière complètement déconnectée des objectifs du SCoT sans réel accompagnement technique.

Jean-Noël RASSAU soutient le propos de Christian BUCHOT en démontrant l'incohérence de cette nouvelle gouvernance. En effet, il explique que dans la hiérarchie des normes, le SCoT est opposable au PLU(PLUi). Or, cette loi APER revient à faire l'inverse. Les élus communaux dialoguent avec le Préfet, proposent des zones d'accélération communale, qui seront repris dans un schéma départemental dont le SCoT devra tenir compte.

Sur le sujet des énergies renouvelables, les élus partagent l'importance de concilier la valeur patrimoniale des villages et l'accueil de projets photovoltaïques.

Claude BROCARD indique qu'il est satisfait de ce projet stratégique ambitieux, mais il s'interroge sur la capacité des EPCI à financer sa mise en œuvre.

Hervé GUY s'interroge sur l'armature urbaine et le changement opéré pour la commune de Messia-sur-Sorne. En effet, lors d'arbitrages précédents, à la suite de présentation d'indicateurs techniques, les élus ont décidé que cette commune avait plus un statut de bourg que de pôle urbain. Il est expliqué que les droits et les devoirs qu'impliquent un statut

de pôle urbain ne peuvent s'appliquer à la commune de Messia-sur-Sorne, notamment pour son développement futur en matière de densité. Patricia CHANET MOCELLIN demande à ce que les indicateurs qui expliquent ce changement soient transmis avec le compte-rendu de la réunion.

Hervé GUY ajoute que dans les réflexions actuelles sur le PLUi, Messia-sur-Sorne avait été regardé comme faisant partie du pôle urbain et qu'il sera nécessaire de se coordonner pour que les projets soient compatibles.

Jean-Noël RASSAU s'interroge sur les PLUi de Terre d'Émeraude en cours. Il explique que les projets tiennent compte d'une démographie beaucoup plus dynamique que celle du SCoT n°3 (en cours). A savoir, les PLUi ont un taux de croissance annuel moyen aux alentours de +0,39%, alors que le SCoT 3 est sur un scénario de stabilisation démographique de +0,06%. Il estime que pour ceux qui viennent d'être arrêtés, il faudrait les remettre en révision dès leur approbation. Stéphane LAMBERGER explique que ces scénarios démographiques ont fait l'objet de débats et de pré-validation avec la DDT39. Il relate les débats nourris de ces échanges où les services de l'État ont fait part du fait que le département du Jura était en décroissance démographique. Pour autant, ce taux de très légère croissance, qui correspond à la poursuite des tendances passées, a été accepté du fait des spécificités locales et des politiques fortes et dynamiques qui vont accompagner et permettre d'atteindre cet objectif démographique.

Frank STEYAERT développe 4 points auxquels il tient :

- A propos de la ressource en eau : il indique que le PAS a bien intégré la prise en compte de l'ensemble des sources, y compris celles qui ont été délaissées. Il développe son propos en indiquant que la protection de toutes les sources des villages, de la plus grande à la plus petite, est fondamentale pour l'avenir, d'autant plus en milieu karstique.
- A propos des énergies renouvelables : il indique qu'il est important et nécessaire de maintenir dans le PAS que les éléments constitutifs du mix énergétique doivent intégrer et permettre la protection des paysages. Il espère également que la loi APER ne viendra pas compromettre cet objectif du SCoT. Par ailleurs, concernant le mix énergétique, il rappelle que Vouglans est le 3ème barrage de France et qu'il contribue largement au mix énergétique (notamment grâce au renforcement dû au projet du saut Mortier)
- A propos de la protection du patrimoine ordinaire, il expose que les murets de pierre sèche, les haies, les chemins ruraux sont à protéger au titre des paysages et du maintien de la biodiversité.
- A propos de l'enjeu du zéro artificialisation nette, il considère que les travaux et arbitrages travaillés dans le SCoT conduisent à une déclinaison de la loi satisfaisante pour le territoire. Les objectifs chiffrés résultent d'un consensus qu'il conviendra de défendre auprès du Préfet s'il le faut au regard des efforts déjà passés et des politiques de revitalisation et de renouvellement urbain mise en place.

Brigitte MONNET s'interroge sur le statut de commune rurale de Val-Sonnette. En effet, elle explique que sa commune compte plus de 1000 habitants, qu'elle dispose d'un regroupement scolaire, d'une MAM et d'un petit commerce. Elle souhaiterait que sa commune soit reconnue comme un bourg relais. Il lui a été expliqué que lors du SCoT 2, ce classement avait déjà été débattu en argumentant que le poids de population d'une somme de communes rurales ne génère pas l'urbanité attendu d'un bourg. En effet, un bourg relais doit porter un certain nombre de fonctions et de services à la population. Hervé GUY explique qu'il s'agit là d'un diagnostic et qu'il est possible qu'un territoire, engagé dans un PLUi, réfléchisse à construire un projet politique différent pour mieux structurer son

organisation territoriale. Stéphane LAMBERGER argumente en expliquant que le SCoT avait aussi intégré cette possibilité par 2 moyens. Par exemple, Arinthod n'avait pas dans le diagnostic les équipements suffisants pour être considérés comme un Bourg Centre. Or, les élus ont choisi de lui attribuer cette fonction afin de mieux mailler le territoire et d'offrir aux habitants et usagers un maximum de services. Par ailleurs, il est rappelé que le même débat avait eu lieu à l'époque du SCoT 2 pour Bonlieu. Il avait alors été intégré une disposition dans le DOO expliquant que chaque EPCI pouvait avoir un projet différent pour ses communes, sans que ce changement de catégorie ne lui permettent d'obtenir plus de foncier que ce qui était attribué à l'échelle de l'EPCI. Brigitte MONNET demande également à ce que les indicateurs soient transmis avec le compte-rendu de la réunion.

III. Conclusion : Claude BROCARD, Président du PETR

Pour conclure, une présentation sur le lancement de la phase du Document d'Orientations et d'Objectifs a été effectuée ainsi qu'un rappel du calendrier pour les mois à venir.

Claude Brocard conclut en précisant que l'année 2024 sera une année de fortes sollicitations pour les élus entre les travaux du SCOT qui s'annoncent sur l'ensemble de l'année, les travaux des différents PLUi ainsi que l'application de la loi dite APER. Il remercie l'ensemble des personnes présentes pour la qualité du débat et remercie plus particulièrement l'équipe SCoT et les bureaux d'études pour le travail effectué.

DECISION

Le COMITE SYNDICAL, après délibération, à l'unanimité

- **PREND ACTE** de la tenue du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique

Pour extrait conforme

**Le Président,
Claude BORCARD**

